

**Comité pour le transfert de la commune bernoise de Vellerat au canton de Jura**

**Case postale 5835 - 3001 Berne - Tél. 031/352 23 64 - Fax 031/352 24 30**

---

Berne, février 1996

Mesdames et Messieurs,

En prévision des votations fédérales du 10 mars prochain, nous vous remettons en annexe un article ainsi qu'un argumentaire concernant le „transfert de la commune de Vellerat au canton du Jura“.

- **Réparer une injustice de l'histoire**  
par le Conseiller national François Lachat (PDC/JU)
- **Argumentaire (en français et en italien)**
- **Développements les plus récents du problème jurassien**

Le comité s'appuie sur une large palette de parlementaires, puisqu'il ne compte pas moins de 134 représentantes et représentants des Chambres fédérales, issus de tous les milieux politiques. La Co-présidence du comité est assurée par Mesdames et Messieurs CN Judith Stamm (PDC/LU), CE Christiane Brunner (PS/GE), CN Hanspeter Seiler (UDC/BE) et CE Fritz Schiesser (PRD/GL).

Le comité est persuadé que le transfert de la commune de Vellerat permettra de résoudre un problème qui préoccupe les cantons de Berne et de Jura ainsi que les autorités fédérales depuis 20 ans environ.

Veuillez agréer, Mesdames et Messieurs, nos salutations les meilleures.

Pour le comité :

  
Matthias Gebel

Annexes : ment.

### **Réparer une injustice de l'histoire**

*par François Lachat, Conseiller national PDC, Porrentruy*

Lors du plébiscite d'autodétermination du 23 juin 1974, puis lors du second scrutin du 16 mars 1975, les citoyennes et citoyens de Vellerat s'étaient en effet prononcés à plus de 72 pour cent pour la création du canton du Jura. Par la suite, ils devaient constamment et avec une obstination remarquable confirmer cette résolution dans des scrutins communaux. Or, parce que Vellerat ne touchait pas directement le territoire du futur canton du Jura, la commune avait été exclue du dernier des trois plébiscites, l'empêchant ainsi de rejoindre la République et Canton du Jura.

Durant 16 ans le Gouvernement jurassien a multiplié les démarches pour trouver une solution à ce problème qui envenimait davantage, si besoin était, les relations entre Berne et le Jura. Des projets d'échange avec la commune germanophone d'Ederswiler, qui elle désirait demeurer dans le canton de Berne, ont été envisagés. De son côté, Vellerat a multiplié les actions d'éclat et à internationalisé ses revendications.

Si, après 20 ans, nous arrivons enfin à une solution satisfaisante, c'est d'abord parce que le transfert de Laufon à Bâle-Campagne, le 1er janvier 1994, rendait caduque la possibilité d'un retour d'Ederswiler au canton de Berne et donc le projet d'échange de communes. Depuis, Ederswiler a admis que son destin était lié à celui de la République et Canton du Jura.

Mais c'est surtout la publication du Rapport de la commission Widmer, le 31 mars 1993, qui, en proposant des solutions concrètes pour régler la Question jurassienne, a permis de trouver une solution. Le 30 juin 1993, le canton de Berne décidait d'engager sans délai et sans conditions préalables une procédure permettant à Vellerat de changer de canton. Le 12 mars 1995, le canton de Berne acceptait cette

loi, la commune de Vellerat confirmait sa volonté par 41 voix sans opposition et le 26 avril de la même année le canton du Jura acceptait d'accueillir Vellerat avec plus de 90 pour cent de oui.

En votant oui le 10 mars, nous allons réparer une injustice de l'histoire. Une injustice qui touche une toute petite communauté, mais c'est précisément pour ce que nous ferons aux plus petits d'entre nous que nous serons jugés, nous dit l'Évangile. C'est en tout cas à l'aune du respect des minorités que sont jugées les démocraties.

Mais soyons clairs: le transfert de Vellerat au canton du Jura ne règle pas définitivement la Question jurassienne. Elle ôte simplement une écharde et un point de friction dans les relations entre Berne et Delémont. C'est l'Accord signé entre les cantons de Berne et du Jura le 25 mars 1994 qui doit régler politiquement le conflit, notamment en institutionnalisant le dialogue entre Jurassiens bernois et Jurassiens du nouveau canton. C'est donc l'Assemblée interjurassienne qui devra, un jour ou l'autre, aborder les questions d'ordre institutionnel, l'éventuelle réunification. Mais cela est une autre histoire.

## ***Votation populaire fédérale du 10 mars 1996 concernant le changement de canton de Vellerat***

### **Argumentaire**

#### ***Arguments pour***

- Le corps électoral du canton de Berne, du canton du Jura et de la commune de Vellerat, de même que le Conseil fédéral et le Parlement fédéral se sont clairement prononcés en faveur du changement de canton de Vellerat.
- Il convient de respecter la volonté exprimée lors de trois votations populaires par les régions concernées (cantons de Berne et du Jura, commune de Vellerat)
- Un OUI au plan fédéral est susceptible de clore positivement une procédure longue et difficile.
- Lors de la création du canton du Jura, la question de l'appartenance cantonale de cette commune n'a pu être réglée.
- Durant la procédure préliminaire relative à la création du canton du Jura, Vellerat a clairement manifesté sa volonté de rattachement au futur canton du Jura, aussi bien lors du premier que lors du deuxième plébiscite.
- Lors du troisième plébiscite, en automne 1975, Vellerat n'a pas eu la possibilité de se prononcer sur une séparation du canton de Berne. L'article 4 de l'additif constitutionnel n'était pas applicable à Vellerat qui, à l'époque, n'était pas encore une commune limitrophe.
- Vellerat est la seule commune qui a été contrainte de rester dans le canton de Berne.
- Le changement de canton de la commune de Vellerat se fonde sur une procédure parfaitement démocratique et conforme à l'Etat de droit.
- Le changement de canton de Vellerat constitue un cas isolé et ne crée en aucune façon un précédent pour n'importe quelle autre modification territoriale.
- En 1975 déjà, le gouvernement cantonal bernois s'était engagé auprès du conseil communal de Vellerat à trouver une solution à son problème.
- Depuis plus de 20 ans, la commune n'a cessé de revendiquer un changement de canton.
- Sous l'angle purement géographique, la commune de Vellerat fait partie du canton du Jura.

- L'unique route d'accès à la commune passe à travers le territoire cantonal jurassien.
- La vie quotidienne de cette commune est orientée vers le canton du Jura (cimetière, poste).
- Du point de vue national, rien ne s'oppose au changement de canton de Vellerat.
- Le problème de Vellerat préoccupe les cantons de Berne et du Jura ainsi que les autorités fédérales depuis une vingtaine d'années.
- Le changement de canton de Vellerat permet de résoudre un problème qui, par le passé, a considérablement perturbé les relations entre les cantons de Berne et du Jura.
- Le changement de canton est réalisable sans grand investissement pour les deux cantons.
- Quant à la commune d'Ederswiler, la situation s'est clarifiée. [Le transfert du Laufonnais adjacent au canton de Bâle-Campagne, le 1er janvier 1994, a modifié la situation de cette commune. Aujourd'hui, elle n'a plus de frontière commune avec le canton de Berne. En cas de transfert au canton de Berne, Ederswiler deviendrait une enclave.]

### ***Arguments contre***

- Le transfert de Vellerat au canton du Jura créerait un précédent.
- Il y a d'autres communes "insatisfaites".
- Si la commune de Vellerat est autorisée à changer de canton, les troubles reprendront dans la commune de Moutier.
- Il ne faut pas récompenser l'exercice de pressions.
- La commune d'Ederswiler a bien dû se résigner à rester dans le canton du Jura.
- Une importance trop grande est accordée aux frontières cantonales.
- Notre Etat fédéral a besoin de stabilité.

## ***Votazione popolare del 10 marzo 1996 sul cambiamento di Cantone del Comune di Vellerat***

### ***Argomentario***

#### ***Argomenti a favore***

- Gli aventi diritto di voto del Cantone di Berna, del Cantone del Giura e del Comune di Vellerat, il Consiglio federale nonché il Parlamento federale si sono chiaramente espressi a favore del cambiamento di Cantone del Comune di Vellerat.
- Si abbia a rispettare la volontà che le regioni interessate (Canton Berna, Canton Giura e Comune di Vellerat) hanno esplicitato in occasione di tre votazioni popolari.
- Un Sì federale conclude in modo positivo una lunga e complessa procedura.
- Quando s'era trattato di creare il Cantone del Giura non era stata disciplinata l'appartenenza cantonale del Comune di Vellerat.
- Nella procedura preliminare per la fondazione del Cantone del Giura, Vellerat si era espresso chiaramente, nel primo e nel secondo plebiscito, per l'appartenenza a quello che sarebbe divenuto il futuro Cantone del Giura.
- In occasione del terzo plebiscito, dell'autunno del 1975, Vellerat non aveva avuto alcuna possibilità di esprimersi a proposito della separazione dal Cantone di Berna. L'articolo 4 del complemento costituzionale non era applicabile a Vellerat, poiché questo Comune non era in quel momento Comune di frontiera.
- Vellerat è l'unico Comune a dover restare contro la propria volontà nel Cantone di Berna.
- Il cambiamento di Cantone del Comune di Vellerat è fondato su una procedura ineccepibile nell'ottica democratica e dello Stato di diritto.
- Il cambiamento di Cantone del Comune di Vellerat non pregiudica in alcun modo altri spostamenti di qualsivoglia territorio.
- Già nel 1975 il Consiglio di Stato del Canton Berna assicurava al Consiglio comunale di Vellerat di voler ricercare la soluzione dei suoi problemi.
- Il cambiamento di Cantone è richiesto costantemente da oltre 20 anni.
- Anche geograficamente Vellerat appartiene al Cantone del Giura.
- L'unica strada d'accesso passa sul territorio del Cantone del Giura.

- Nella vita quotidiana, il Comune di Vellerat si orienta sul Cantone del Giura (camposanto, posta).
- Nell'ottica nazionale nulla osta al cambiamento di Cantone del Comune di Vellerat.
- La problematica di Vellerat interessa i Cantoni di Berna e Giura nonché le autorità federali da circa 20 anni.
- Con il cambiamento di Cantone del Comune di Vellerat viene a scomparire uno dei temi che hanno aggravato di parecchio le relazioni tra i Cantoni di Berna e Giura.
- Il cambiamento di Cantone può essere attuato senza grande dispendio per i due Cantoni.
- Per il Comune di Ederswiler la situazione è ormai chiarita. [Con il passaggio del confinante Laufental al Cantone di Basilea Campagna, avvenuto il 1° gennaio 1994, la situazione di Ederswiler è cambiata. Ederswiler non ha oggi più nessun confine comune. In caso di passaggio al Cantone di Berna, il Comune sarebbe divenuto un'exclave.]

### ***Argomenti contrari***

- Se Vellerat passa al Cantone del Giura, è creato un pregiudizio.
- Vi sono ancora altri Comuni „insoddisfatti“.
- Se a Vellerat è permesso cambiare di Cantone, anche nel Comune di Moutier ritornerà l'inquietudine.
- Non si deve ad ogni costo onorare l'ostinazione.
- Anche il Comune di Ederswiler s'è accomodato a restare nel Canton Giura.
- L'importanza dei confini cantonali è sopravvalutata.
- Lo Stato deve poter contare su una situazione di stabilità.

## ***Votation populaire fédérale du 10 mars 1996 concernant le changement de canton de Vellerat***

### **Développements les plus récents du problème jurassien**

- ***Décision de principe du Conseil fédéral, de mars 1990, de s'engager davantage pour améliorer les relations entre les cantons de Berne et du Jura***

Compte tenu de l'exacerbation des tensions, le Conseil fédéral a décidé, au printemps 1990, d'intensifier ses efforts en vue d'améliorer les relations entre les cantons de Berne et du Jura. Durant les années 1990 et 1991, le conseiller fédéral Arnold Koller, chef du Département fédéral de justice et police, a maintes fois invité les gouvernements des deux cantons à des entretiens, au cours desquels tous deux se sont prononcés en faveur de l'institution d'une commission.

- ***Institution d'une commission consultative du Conseil fédéral et des cantons de Berne et du Jura***

Le 9 mars 1992, sur proposition du chef du DFJP Arnold Koller, le Conseil fédéral a, de concert avec les cantons de Berne et du Jura, institué une commission consultative, dont la présidence a été confiée à l'ancien conseiller national Sigmund Widmer. Cette commission avait pour tâche d'examiner les problèmes existant entre les deux cantons et d'élaborer, à l'attention du Conseil fédéral et des deux cantons concernés, des propositions concrètes de solution.

- ***Rapport de la commission consultative du 31 mars 1993***

Le 31 mars 1993, la commission consultative présenta son rapport au Conseil fédéral et aux cantons de Berne et du Jura. En majeure partie très controversées, les propositions contenues dans ce rapport ont suscité des réactions fort diverses, en particulier de la part des gouvernements cantonaux bernois et jurassien. (La commission consultative préconisait notamment l'organisation immédiate de nouvelles votations dans les communes de Vellerat et d'Ederswiler.)

- ***Reprise des négociations entre le Conseil fédéral et les cantons de Berne et du Jura***

En été 1993 les négociations entre les deux gouvernements cantonaux ont repris sous la présidence du chef du Département fédéral de justice et police. L'objectif était de trouver une solution acceptable pour toutes les parties quant à la marche à suivre.

- ***Accord du 25 mars 1994 entre le Conseil fédéral et les gouvernements des cantons de Berne et du Jura***



Les négociations ont finalement abouti à l'Accord du 25 mars 1994 sur l'institutionnalisation du dialogue interjurassien et la création de l'Assemblée interjurassienne. Cet accord traduit la volonté des deux cantons de placer leurs relations sous le signe de la réconciliation et de la collaboration. Désormais, la confrontation politique stérile fera place au dialogue.

- ***Moutier devient le siège de l'Assemblée interjurassienne***

Disposée à participer également au processus de dialogue, la commune séparatiste de Moutier a accueilli le siège de l'Assemblée interjurassienne. Dans l'intervalle, une certaine impatience s'est manifestée. Il est exigé que l'Assemblée interjurassienne débattenne aussi, et le plus vite possible, des aspects politiques et institutionnels.

- ***Mandat et activité de l'Assemblée interjurassienne***

L'Assemblée interjurassienne est chargée d'encourager le dialogue entre la population du Jura bernois et celle du canton du Jura. Elle doit par ailleurs présenter des propositions aux gouvernements cantonaux pour une intensification de la coopération transfrontalière. Le dialogue intercantonal est en priorité centré sur des secteurs fonctionnels (économie, formation, culture, santé, etc.), sans pour autant exclure les questions de nature institutionnelle.

Les membres de l'Assemblée interjurassienne ont été désignés par les deux gouvernements cantonaux. Le Conseil fédéral a nommé l'ancien conseiller fédéral René Felber en qualité de président durant la phase initiale. Ladite assemblée a commencé ses travaux en novembre 1994, en présence du conseiller fédéral Arnold Koller. Elle livrera au début de cette année son premier rapport d'activité, qui sera discuté par le Conseil fédéral et les deux gouvernements cantonaux. Les travaux de l'assemblée sont en bonne voie. Elle a choisi un certain nombre de domaines qu'elle traite de manière approfondie. De plus, elle a approuvé diverses résolutions à l'attention des gouvernements bernois et jurassien (p. ex. centre de formation, marques régionales pour les produits agricoles, hautes écoles spécialisées, développement de l'économie, transports publics, télévision locale, etc.).

L'Assemblée interjurassienne peut déterminer librement les sujets qu'elle entend traiter et peut décider seule de l'opportunité d'engager une discussion sur des questions politiques et institutionnelles - par exemple sur le statut politique du Jura bernois - et en fixer le moment et les modalités.

## ***Votazione popolare del 10 marzo 1996 sul cambiamento di Cantone del Comune di Vellerat***

### **Più recenti evoluzioni nella problematica del Giura**

- ***Decisione di base del Consiglio federale, del mese di marzo 1990 d'impegnarsi maggiormente per il miglioramento delle relazioni tra i Cantoni di Berna e Giura***

Viste le accresciute tensioni, il Consiglio federale decide, la primavera del 1990, di intensificare gli sforzi alio scopo di migliorare le relazioni tra i Cantoni di Berna e Giura. Negli anni 1990 e 1991, il capo del Dipartimento federale di giustizia e polizia, consigliere federale Arnold Koller invita i Governi dei due Cantoni per diversi colloqui, nel corso dei quali le due parti si esprimono a favore dell'istituzione di una commissione.

- ***Istituzione di una commissione consultiva del Consiglio federale e dei Cantoni di Berna e Giura***

Il 9 marzo 1992, su proposta del capo del DFGP Arnold Koller, Consiglio federale e Cantoni di Berna e Giura istituiscono una commissione consultiva presieduta dall'ex consigliere nazionale Sigmund Widmer. Alla commissione consultiva è affidato il mandato di esaminare le questioni irrisolte nelle relazioni tra i due Cantoni e di elaborare concrete proposte di soluzione all'attenzione del Consiglio federale e dei Cantoni interessati.

- ***Rapporto della commissione consultiva del 31 marzo 1993***

Il 31 marzo 1993, la commissione consultiva del Consiglio federale e dei due Cantoni di Berna e Giura presenta un rapporto: le proposte contenute in tale rapporto sono in grande parte molto controverse, fonte segnatamente per i due Governi dei Cantoni di Berna e Giura di reazioni molto diversificate (fra l'altro la commissione consultiva raccomanda di organizzare immediatamente nuove votazioni nei Comuni di Vellerat e Ederswiler).

- ***Ripresa delle trattative tra Consiglio federale e i due Cantoni di Berna e Giura***

Nell'estate 1993 riprendono le trattative con i due Governi cantonali. Obiettivo delle trattative dirette dal capo del Dipartimento federale di giustizia e polizia: trovare una soluzione sull'ulteriore disbrigo che possa essere sottoscritta da tutte le parti.

- ***Convenzione del 25 marzo 1994 tra il Consiglio federale e i Governi dei Cantoni di Berna e Giura***

Le trattative sfociano infine nella convenzione del 25 marzo 1994 sull'istituzionalizzazione del dialogo intergiurassiano e la creazione dell'„Assemblée interjurassienne“. La Convenzione è espressione della volontà dei due Cantoni di curare relazioni all'insegna di conciliazione e collaborazione. Il dialogo sostituisce lo sterile confronto politico.

- ***Moutier diviene sede dell'Assemblée interjurassienne***

Il Comune separatista di Moutier dichiaratosi pronto a collaborare a questo dialogo/processo, riprende la sede dell'Assemblée interjurassienne. Nel frattempo si fa sentire una certa impazienza e viene avanzata l'esigenza che l'Assemblée interjurassienne abbia, entro i più brevi termini, a occuparsi anche di questioni politiche e istituzionali.

- ***Mandato e attività dell'Assemblée interjurassienne***

L'Assemblée interjurassienne ha mandato di promuovere il dialogo tra la popolazione del Giura bernese e la popolazione del Cantone del Giura e, inoltre, di sottoporre ai Governi cantonali proposte per l'intensificazione della collaborazione transfrontaliera. Il dialogo transfrontaliero ha da essere dapprima orientato sulle funzioni (economia, formazione, cultura, sanità, ecc.), senza escludere questioni istituzionali.

I membri dell'Assemblée interjurassienne sono designati dai due Governi cantonali. Nella fase iniziale, il Consiglio federale designa presidente l'ex consigliere federale René Felber. L'Assemblée interjurassienne avvia i lavori nel mese di novembre del 1994, alla presenza del consigliere federale Arnold Koller; presenterà all'inizio di quest'anno una prima relazione d'attività che il Consiglio federale tratterà con i due Governi cantonali. I lavori dell'Assemblea sono bene avviati: ha scelto una serie di settori specializzati dei quali si occupa in maniera approfondita. Essa ha inoltre licenziato diverse risoluzioni all'attenzione dei Cantoni di Berna e Giura (in merito a: centro di formazione, contrassegno regionale per prodotti agricoli, alte scuole specializzate, promovimento economico, trasporti pubblici, televisione locale, ecc.).

L'Assemblea può scegliere liberamente i temi che intende trattare e decidere autonomamente se, quando e come debba avvenire una discussione su questioni politiche e istituzionali - ad esempio sullo statuto politico del Giura bernese.